

L'empire américain de la dette est sur le point de s'effondrer



[Source : reseauinternational.net]

Le nouveau livre du professeur Michael Hudson, « L'effondrement de l'Antiquité : la Grèce et Rome comme tournant oligarchique de la civilisation » (The Collapse of Antiquity : Greece and Rome as Civilization's Oligarchic Turning Point) est un événement majeur en cette Année du Vivre Dangereusement où, pour paraphraser Gramsci, l'ancien ordre géopolitique et géoéconomique est en train de mourir et le nouveau est en train de naître à une vitesse fulgurante.

La thèse principale du professeur Hudson est absolument dévastatrice : il s'attache à prouver que les pratiques économiques et financières de la Grèce et de la Rome antiques – les piliers de la civilisation occidentale – ont préparé le terrain pour ce qui se passe aujourd'hui sous nos yeux : un empire réduit à une économie de rente, qui s'effondre de l'intérieur.

Et cela nous amène au dénominateur commun de tous les systèmes financiers occidentaux : tout tourne autour de la dette, qui s'accroît inévitablement par le biais des intérêts composés.

C'est là que le bât blesse : avant la Grèce et Rome, nous avons près de 3000 ans de civilisations en Asie occidentale qui faisaient exactement le contraire.

Ces royaumes savaient tous qu'il était important d'annuler les dettes. Dans le cas contraire, leurs sujets tombaient en esclavage, perdaient leurs terres au profit d'un groupe de créanciers saisissants, et ces derniers tentaient généralement de renverser le pouvoir en place.

[Voir aussi :
L'asservissement des peuples par le contrôle des ressources]

Aristote a résumé la situation de manière succincte :

« Sous la démocratie, les créanciers commencent à faire des prêts et les

débiteurs ne peuvent pas payer et les créanciers obtiennent de plus en plus d'argent, et ils finissent par transformer une démocratie en oligarchie, puis l'oligarchie se rend héréditaire, et vous avez une aristocratie. »

Le professeur Hudson explique avec précision ce qui se passe lorsque les créanciers prennent le pouvoir et « *réduisent tout le reste de l'économie en esclavage* » : c'est ce que l'on appelle aujourd'hui « *l'austérité* » ou la « *déflation par la dette.* »

Ainsi :

« Ce qui se passe aujourd'hui dans la crise bancaire, c'est que les dettes augmentent plus vite que l'économie ne peut les payer. Ainsi, lorsque les taux d'intérêt ont finalement commencé à être relevés par la Réserve fédérale, cela a provoqué une crise pour les banques. »

Le professeur Hudson propose également une formulation élargie :

« L'émergence d'oligarchies financières et foncières a rendu permanent le péonage par la dette et l'esclavage, soutenus par une philosophie juridique et sociale favorable au créancier qui distingue la civilisation occidentale de ce qui l'a précédée. Aujourd'hui, on l'appellerait le néolibéralisme. »

Il explique ensuite, dans les moindres détails, comment cet état de fait s'est consolidé dans l'Antiquité au cours de plus de cinq siècles. On y entend les échos contemporains de la « *répression violente des révoltes populaires* » et de « *l'assassinat ciblé de dirigeants* » cherchant à annuler les dettes et à « *redistribuer les terres aux petits exploitants qui les ont perdues au profit des grands propriétaires terriens.* »

Le verdict est sans pitié :

« Ce qui a appauvri la population de l'Empire romain a légué au monde moderne un « ensemble de principes juridiques basés sur les créanciers ». »

Oligarchies prédatrices et « despotisme oriental »

Le professeur Hudson développe une critique dévastatrice de la « *philosophie darwiniste sociale du déterminisme économique* » : une « *perspective d'autosatisfaction* » a conduit à ce que « *les institutions actuelles*

d'individualisme et de sécurité du crédit et des contrats de propriété (favorisant les créances des créanciers sur les débiteurs, et les droits des propriétaires sur ceux des locataires) remontent à l'antiquité classique comme des « développements évolutionnaires positifs, éloignant la civilisation du « despotisme oriental ». »

Tout cela n'est qu'un mythe. La réalité était tout autre, les oligarchies extrêmement prédatrices de Rome menant *« cinq siècles de guerre pour priver les populations de liberté, bloquant l'opposition populaire aux lois sévères en faveur des créanciers et à l'accaparement des terres en domaines latifundiaires. »*

Rome s'est donc comportée comme un *« État en faillite »*, avec *« des généraux, des gouverneurs, des collecteurs d'impôts, des prêteurs et des mendiants »* qui soutiraient de l'argent et de l'or *« sous forme de butin militaire, de tribut et d'usure à l'Asie mineure, à la Grèce et à l'Égypte »*. Pourtant, cette approche romaine des terres incultes a été abondamment décrite dans l'Occident moderne comme apportant aux barbares une mission civilisatrice à la française – tout en portant le proverbial fardeau de l'homme blanc.

Le professeur Hudson montre comment les économies grecque et romaine ont en fait *« abouti à l'austérité et se sont effondrées après avoir privatisé le crédit et la terre aux mains d'oligarchies de rentiers »*. Cela vous rappelle-t-il quelque chose ?

Le nœud central de son argumentation se trouve sans doute ici :

« Le droit romain des contrats a établi le principe fondamental de la philosophie juridique occidentale qui donne aux créances des créanciers la priorité sur les biens des débiteurs – euphémisé aujourd'hui sous le nom de « sécurité des droits de propriété ». Les dépenses publiques en matière de protection sociale étaient réduites au minimum – ce que l'idéologie politique d'aujourd'hui appelle « laisser faire le marché ». Ce marché a maintenu les citoyens de Rome et de son empire dans une situation de dépendance à l'égard de riches mécènes et prêteurs pour leurs besoins de base – et pour le pain et le cirque, à l'égard de l'assistance publique et des jeux payés par les candidats politiques, qui ont souvent eux-mêmes emprunté à de riches oligarques pour financer leur campagne. »

Toute ressemblance avec le système actuel dirigé par l'hégémon n'est pas une simple coïncidence. Hudson :

« Ces idées, politiques et principes pro-rentiers sont ceux que suit le monde occidentalisé d'aujourd'hui. C'est ce qui rend l'histoire romaine si pertinente pour les économies d'aujourd'hui qui souffrent de tensions économiques et politiques similaires. »

Le professeur Hudson nous rappelle que les propres historiens de Rome – Tite-Live, Salluste, Appien, Plutarque, Denys d'Halicarnasse, entre autres – « *soulignaient la soumission des citoyens à la servitude pour dettes* ». Même l'oracle de Delphes en Grèce, ainsi que des poètes et des philosophes, ont mis en garde contre l'avidité des créanciers. Socrate et les stoïciens ont mis en garde contre le fait que « *l'addiction à la richesse et l'amour de l'argent constituaient la principale menace pour l'harmonie sociale et, partant, pour la société.* »

Et cela nous amène à la façon dont cette critique a été complètement expurgée de l'historiographie occidentale. « *Très peu de classicistes* », note Hudson, suivent les historiens de Rome qui décrivent comment ces luttes pour l'endettement et l'accaparement des terres ont été « *principalement responsables du déclin et de la chute de la République.* »

Hudson rappelle également que les barbares ont toujours été à la porte de l'Empire : Rome, en fait, a été « *affaiblie de l'intérieur* », par « *siècle après siècle d'excès oligarchiques.* »

Telle est donc la leçon que nous devrions tous tirer de la Grèce et de Rome : les oligarchies de créanciers « *cherchent à monopoliser les revenus et les terres de manière prédatrice et à mettre un terme à la prospérité et à la croissance* ». Plutarque était déjà dans le coup :

« *La cupidité des créanciers ne leur apporte ni jouissance ni profit, et ruine ceux qu'ils lèsent. Ils ne cultivent pas les champs qu'ils prennent à leurs débiteurs, et ils n'habitent pas leurs maisons après les avoir expulsés.* »

Attention à la pléonexie

Il serait impossible d'examiner à fond tant les offrandes précieuses comme le jade enrichissent sans cesse le récit principal. Voici quelques pépites (et il y en aura d'autres) : Le professeur Hudson m'a dit : « *Je travaille actuellement sur la suite, qui reprendra avec les Croisades.* »

Le professeur Hudson nous rappelle que les questions monétaires, les dettes et les intérêts sont arrivés dans la région égéenne et méditerranéenne depuis l'Asie occidentale, par l'intermédiaire de commerçants venus de Syrie et du Levant, vers le VIII^e siècle avant J.-C. Mais :

« *Sans tradition d'annulation des dettes et de redistribution des terres pour limiter la recherche de richesse personnelle, les chefs grecs et italiens, les seigneurs de la guerre et ce que certains classicistes ont appelé les mafiosi (soit dit en passant, les érudits d'Europe du Nord, pas les Italiens) ont imposé la propriété foncière absente sur la main-d'œuvre dépendante.* »

Cette polarisation économique n'a cessé de s'aggraver. Solon a bien annulé les dettes d'Athènes à la fin du VI^e siècle, mais il n'y a pas eu de redistribution des terres. Les réserves monétaires d'Athènes provenaient principalement des mines d'argent, qui ont permis de construire la marine qui a vaincu les Perses à Salamine. Périclès a peut-être stimulé la démocratie, mais la défaite mouvementée face à Sparte lors de la guerre du Péloponnèse (431-404 av. J.-C.) a ouvert les portes à une oligarchie lourdement endettée.

Tous ceux d'entre nous qui ont étudié Platon et Aristote à l'université se souviennent peut-être de la manière dont ils ont présenté le problème dans le contexte de la pléonexie (« addiction à la richesse ») – qui conduit inévitablement à des pratiques prédatrices et « socialement préjudiciables ». Dans la République de Platon, Socrate propose que seuls des gestionnaires non riches soient nommés pour gouverner la société, afin qu'ils ne soient pas les otages de l'orgueil démesuré et de la cupidité.

Le problème de Rome est qu'aucun récit écrit n'a survécu. Les récits classiques n'ont été rédigés qu'après l'effondrement de la République. La deuxième guerre punique contre Carthage (218-201 av. J.-C.) est particulièrement intrigante, compte tenu de ses connotations pentagonales contemporaines : Le professeur Hudson nous rappelle comment les entrepreneurs militaires se sont livrés à des fraudes à grande échelle et ont farouchement empêché le Sénat de les poursuivre.

Le professeur Hudson montre comment cette situation « est également devenue l'occasion de doter les familles les plus riches de terres publiques lorsque l'État romain a traité leurs dons ostensiblement patriotiques de bijoux et d'argent pour contribuer à l'effort de guerre comme des dettes publiques rétroactives sujettes à remboursement. »

Après la victoire de Rome sur Carthage, les riches voulaient récupérer leur argent. Mais le seul bien laissé à l'État était une terre en Campanie, au sud de Rome. Les riches familles ont fait pression sur le Sénat et se sont emparées de tout le territoire.

Avec César, c'était la dernière chance pour les classes populaires d'obtenir un accord équitable. Dans la première moitié du I^{er} siècle avant J.-C., il a parrainé une loi sur les faillites, qui prévoyait l'annulation des dettes. Mais il n'y a pas eu d'annulation généralisée des dettes. Le fait que César soit si modéré n'a pas empêché les oligarques du Sénat de le frapper, « craignant qu'il n'utilise sa popularité pour « briguer la royauté » » et qu'il n'entreprenne des réformes bien plus populaires.

Après le triomphe d'Octave et sa désignation par le Sénat comme Princeps et Auguste en 27 avant J.-C., le Sénat n'était plus qu'une élite cérémonielle. Le professeur Hudson résume la situation en une phrase :

« L'Empire occidental s'est effondré lorsqu'il n'y a plus eu de terres à prendre ni de lingots à piller. Une fois de plus, il ne faut pas hésiter

à faire le parallèle avec la situation actuelle de l'hégémon. »

Il est temps d'« élever tous les travailleurs »

Dans l'un de nos échanges de courriels extrêmement intéressants, le professeur Hudson a fait remarquer qu'il avait « *immédiatement pensé* » à un parallèle avec 1848. J'ai écrit dans le journal économique russe *Vedomosti* :

« *Après tout, il s'est avéré qu'il s'agissait d'une révolution bourgeoise limitée. Elle était dirigée contre la classe des propriétaires terriens rentiers et les banquiers, mais elle était encore loin d'être favorable aux travailleurs. Le grand acte révolutionnaire du capitalisme industriel a en effet été de libérer les économies de l'héritage féodal des propriétaires terriens absentéistes et des banques prédatrices, mais il est retombé lui aussi lorsque les classes rentières ont fait leur retour dans le cadre du capitalisme financier.* »

Et cela nous amène à ce qu'il considère comme « *le grand test pour la scission d'aujourd'hui* » :

« *Il s'agit de savoir si les pays doivent simplement se libérer du contrôle des États-Unis et de l'OTAN sur leurs ressources naturelles et leurs infrastructures, ce qui peut se faire en taxant la rente des ressources naturelles (et donc en taxant la fuite des capitaux des investisseurs étrangers qui ont privatisé leurs ressources naturelles). Le grand test sera de savoir si les pays de la nouvelle majorité mondiale chercheront à élever tous les travailleurs, comme le socialisme chinois vise à le faire.* »

Il n'est pas étonnant que le « *socialisme aux caractéristiques chinoises* » effraie l'oligarchie créancière hégémonique au point de risquer une guerre chaude. Ce qui est certain, c'est que le chemin vers la Souveraineté, à travers le Sud mondial, devra être révolutionnaire :

« *L'indépendance à l'égard du contrôle américain repose sur les réformes westphaliennes de 1648, à savoir la doctrine de non-ingérence dans les affaires des autres États. Un impôt sur les loyers est un élément clé de l'indépendance – les réformes fiscales de 1848. Quand le 1917 moderne aura-t-il lieu ?* »

Laissons Platon et Aristote s'exprimer : le plus tôt possible.

Pepe Escobar

Source : Sputnik News

Traduction Réseau International